

## CONJONCTURE ECONOMIQUE

### Septembre 2020

La situation économique demeure fortement marquée par une récession sans précédent liée notamment à la grave crise sanitaire que vit le pays depuis le début de l'année à l'instar de tous les pays de la communauté internationale.

Malgré la levée en mi-juin du confinement général, l'activité économique demeure atone, sous l'effet d'une part de la faiblesse de la demande intérieure et extérieure, d'autre part de la situation difficile du secteur productif, insuffisamment épaulé par les autorités publiques durant la période de quasi-arrêt de la production tout au long des trois mois de confinement.

De la sorte, la plupart des indicateurs disponibles sont en rouge ou en oranger. C'est le cas, en particulier, du PIB qui plonge de 12% durant le premier semestre, de l'emploi dont le chômage monte à 18% de la population active à fin juin 2020, de l'investissement dont la tendance est de nouveau à la baisse, des exportations de biens qui accusent une contraction de 16.6 % pour les 9 premiers mois ainsi que du budget de l'Etat dont le déficit augmente à fin juillet 2020 de 85% par rapport à la même période de 2019.

Il y a, certes, un ralentissement de l'inflation entraînant une nouvelle baisse du taux directeur de la BCT de 50 points de base au début d'octobre après celle de 100 points de base en mars dernier. Il y a aussi une baisse significative du déficit courant de la balance des paiements de près de près de 1 100 millions de dinars durant les 8 mois de 2020 concomitamment à une augmentation significative des réserves de change de plus de 3 milliards de dinars. Mais c'était au prix d'une forte récession et d'une importante poussée du chômage et ne sont nullement le résultat d'une performance de l'économie tunisienne, dictant plus que jamais, outre la vigilance, l'accélération du processus de réforme et de restructuration pour créer les conditions d'une forte relance de l'économie dès que les conditions mondiales le permettent.

Les développements qui suivent explicitent ces appréciations au niveau des principaux paramètres macro-économiques.

#### **1. La récession s'avère beaucoup plus accentuée qu'initialement prévue entraînant une révision à la hausse de la contraction du PIB**

Après une baisse de 2.5% durant le premier trimestre 2020, malgré un excellent comportement de l'agriculture (+7.1 % en termes de glissement annuel), une forte contraction du PIB de 21.6% est relevée durant le second trimestre sous l'effet notamment du confinement général décrété par les autorités publiques entre le 22 mars et le 14 juin 2020. Il en ressort une contraction du PIB de 12.1% durant le premier semestre touchant, à des degrés divers, tous les secteurs à l'exception de l'agriculture (+5.9%) qui a bénéficié d'une excellente production d'olives à huile et, dans une moindre

mesure, de la poste et des télécoms (+1.9%), relativement épargnés durant la période de confinement.

Glissement annuel en %	1 <sup>er</sup> trimestre 2020	2 <sup>e</sup> trimestre 2020	1 <sup>er</sup> semestre 2020
Agriculture et agro-alimentaire	+10.1	+2.8	+5.9
Industries manufacturées non alimentaires	-7.3	-33.0	-20.0
Industries non manufacturières	-1.9	-27.0	-16.3
Services marchands	-3.4	-30.4	-17.3
Services non marchands	-1.9	-15.8	-8.8
Produit Intérieur Brut (PIB)	-2.2	-21.6	-12.6
PIB hors agriculture et agro-alimentaire	-4.2	-27.4	-16.0

Les contractions les plus fortes sont enregistrées dans les activités exportatrices, en l'occurrence notamment les textiles et l'habillement, les industries mécaniques et électriques et le tourisme mais aussi dans les industries de construction et du bâtiment, touchées par le fléchissement de l'investissement.

Evolution de la valeur ajoutée en %	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> semestre
Textile, habillement et cuir	-15.8	-42.0	-29.4
Industries mécaniques et électriques	-9.2	-35.9	-22.5
Hôtellerie et restauration	-16.8	-77.5	-43.0
Matériaux de construction	-8.4	-38.5	-23.4
Bâtiments et travaux publics	-8.9	-42.5	-25.4

Certes, tous les pays de la communauté internationale subissent une forte contraction de leur activité économique, la contraction subie par la Tunisie durant le second trimestre est beaucoup plus accentuée que celle de la plupart des pays partenaires, par références aux données officielles publiées par les instituts nationaux ou régionaux (Maroc : HCP ; Zone euro : Eurostat).

Croissance PIB en %	Tunisie	Maroc	Zone euro	France	Italie	Allemagne
1 <sup>er</sup> trimestre	-2.2	+0.1	-3.8	-5.8	-4.7	-2.2
2 <sup>e</sup> trimestre	<b>-21.6</b>	<b>-13.8</b>	<b>-12.1</b>	<b>-12.5</b>	<b>-12.8</b>	<b>-7.8</b>

La reprise relative des exportations de biens durant le mois de septembre, avec un niveau retrouvant celui de l'année dernière est de bon augure, permet de s'attendre à un mieux durant le second semestre de l'année en cours. Encore faudra-t-il que la seconde vague de Covid-19 que vit la Tunisie et le monde ne perturbe pas trop les circuits de production et de distribution.

Les dernières prévisions du FMI<sup>1</sup> situent la contraction pour l'ensemble de l'année à -7%, soit un repli plus accentué que celui du PIB mondial (-4.4%), et du PIB de la région de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient (-4.1%) mais inférieur à celui attendu pour la zone euro (-8%) et à celui prévu pour les deux premiers partenaires de la Tunisie, en l'occurrence la France (-9.8%) et l'Italie (-10.6%).

<sup>1</sup> Prévisions publiées en octobre 2020

## 2. La récession pèse lourdement sur le marché de l'emploi

L'enquête emploi de l'INS relative au deuxième trimestre de l'année 2020, révèle d'importantes répercussions de la récession économique sur le marché du travail à travers notamment :

- La perte de 161 000 postes d'emplois dont 132 000 salariés, ramenant la population occupée de 3 528 mille au deuxième trimestre 2019 à 3 404 mille au deuxième trimestre 2020.
- Les pertes de postes d'emploi se localisent à hauteur de 32% au niveau des industries manufacturières, de 29% au niveau du secteur du bâtiment et des travaux publics et de 32.5% au niveau des services marchands.
- Plus du tiers des salariés n'ont pas reçu leur salaire pour le mois d'avril et 13% n'en ont reçu qu'une partie.

De la sorte, la situation sociale est particulièrement tendue avec un chômage touchant 746 400 personnes correspondant à 18% de la population active soit :

- 150 000 chômeurs de plus par rapport à 2019
- 250 000 chômeurs de plus par rapport à 2010

Elle est particulièrement préoccupante au niveau de trois catégories sociales en l'occurrence :

- Les jeunes âgés de 15 à 24 ans dont le taux de chômage s'aggrave sur 12 mois de 2.1 points de pourcentage passant de 34.4% en juin 2019 à 36.5% en juin 2020 ; sachant que le taux de chômage de cette population était considéré avec un taux de 29% en mai 2010 très préoccupant.
- Les femmes qui continuent, malgré leur faible taux d'activité (26.4% contre 69.4% pour les hommes), à faire l'objet de mesures discriminatoires au niveau de l'embauche de sorte que leur taux de chômage se situe globalement à 25% durant le second trimestre 2020, dépassant de près de 10 points celui des hommes (15.2%).
- Les diplômés du supérieur dont le taux de chômage remonte à 31.2% en augmentation de 3.2 points de pourcentage (soit 26 800 de plus) par rapport à celui atteint douze mois auparavant ; étant rappelé que comparativement à mai 2010 le chômage des diplômés du supérieur a augmenté de 123 000 soit de 12300 personnes en moyenne par an entre 2010 et 2020

En prenant en considération la renonciation d'une partie de la population faisant partie potentiellement de la population active à rechercher du travail, la situation du marché de l'emploi serait beaucoup plus tendue. L'INS estime le nombre de personnes qui, quoique voulant travailler, déclarent ne pas chercher à trouver du travail en raison de la situation sanitaire, à 74 000 durant le second trimestre 2020. Si on ajoute ce nombre aux chômeurs, le taux de chômage global atteindrait 19.4%. C'est dire l'urgence de l'accélération des mesures annoncées ou proposées se rapportant à la promotion du micro-crédit et à la résorption des goulots entravant les projets d'investissement.

Une autre indication sur la situation de l'emploi mérite, par ailleurs, d'être signalée car elle relativise les créations d'emploi durant les dernières années. Elle se rapporte à l'importance de la population

occupée dans le secteur informel ne bénéficiant pas de couverture sociale. L'enquête de l'INS au titre de l'année 2019 révèle que sur 3 566 mille personnes occupées près de 1.6 million de personnes, soit 44.8% du total, relèvent du secteur informel, source de précarité et souvent de concurrence déloyale, contre un taux de 28% en 2010<sup>22</sup>.

### 3. L'investissement s'inscrit, de nouveau, dans une tendance baissière

Les prévisions de reprise de l'investissement (+2.9% en volume), établies dans le cadre du Budget Economique, ne semblent pas, à la lumière des indicateurs disponibles, se concrétiser. C'est plutôt une forte baisse du flux d'investissement, de plus de 10%, qui est actuellement attendue à la lumière des données disponibles relatives :

- Aux importations de biens d'équipement généralement corrélés avec le niveau global d'investissement ; celles-ci baissent de 24% en dinars constants (par rapport à l'euro) en glissement annuel en septembre 2020 ;
- A l'ordonnancement des crédits budgétaires alloués au développement ; ceux-ci chutent à fin juillet de 20% par rapport à juillet 2020.
- Aux flux des investissements directs étrangers qui se réduisent de 16.% durant les huit premiers mois de 2020 par rapport à la même période de 2019
- A la décélération des crédits bancaires aux professionnels selon la dernière note de la BCT sur l'évolution économique et monétaire : soit +3.6% en mai 2020 contre +9.3% en mai 2019 malgré l'importante sollicitation en matière de consolidation des crédits impayés.

Les attentes pour le reste de l'année ne permettent pas, a priori, d'entrevoir un redressement significatif de la tendance de l'investissement à la lumière :

- De la quasi stabilisation des déclarations de l'investissement dans l'industrie manufacturière et dans les services à fin aout 2020, soit des niveaux en retrait respectivement de 26% et 30% par rapport aux déclarations de 2018.

Déclaration fin aout en MDT	2018	2019	2020
Industrie	3 380	2 464	2 525
Services	872	611	616

- De la baisse des déclarations d'investissement dans l'agriculture et la pêche de l'ordre de 28% en se ramenant de 953 MDT à fin aout 2019 à 689 MDT à fin aout 2020.

### 4. Stabilisation de l'inflation à 5.4%

Contrairement à la tendance fortement baissière dans le monde, sous l'effet de l'important repli des prix sur le marché international des matières premières (- 15%) et des hydrocarbures (-43%), le glissement annuel, quoique en repli pour le troisième mois consécutif, se stabilise à un niveau

<sup>22</sup> Source : étude CRES et BAD en 2015

relativement élevé, à hauteur de 5.4% pour l'ensemble des produits, laissant entrevoir un glissement annuel à fin décembre proche de 5%.

Comparativement à l'indice des prix à la consommation durant les deux années précédentes, il y a certes un net mieux avec un glissement annuel se ramenant de 7.4 % en septembre 2018 à 6.7% en septembre 2019 et à 5.4% en septembre 2020 justifiant la baisse à deux reprises du taux directeur de la BCT pour le ramener de 7.75% en septembre 2019 à 6.25% au début d'octobre.

De nombreux facteurs ont contribué à cette relative détente parmi lesquels :

- Le redressement relatif du dinar tunisien sur le marché de change entre la fin de septembre 2019 et la fin septembre 2020 avec une appréciation du dinar par rapport à l'euro de 3.7% et une dépréciation limitée du dinar par rapport au dollar américain (3.2%)
- La poursuite du gel des prix des produits socialement sensible au prix d'une importante intervention de la caisse générale de compensation. Les ordonnancements effectués s'élèvent à 827 MDT pour les sept premiers 2020 contre 705 MDT durant la même période de 2019.
- La baisse à trois reprises des prix des carburants à la pompe en application du mécanisme de révision mensuelle des prix sur la base de l'évolution des prix de l'énergie sur le marché mondial.

Il n'en demeure pas moins que le niveau de l'inflation demeure beaucoup plus élevé que celui des pays partenaires comme le reflète le tableau suivant.

Inflation moyenne	2 <sup>e</sup> trimestre 2020	Année 2019	Année 2020
Etats Unis	0.4%	1.8%	0.8%
Zone Euro	0.2%	1.2%	0.3%
Maroc	0.0%	0.2%	0.3%

Source : FMI

### 5. La contraction du commerce extérieur demeure importante malgré son atténuation durant le troisième trimestre

Avec la reprise progressive de l'activité économique à l'issue de la levée mi-juin des mesures de confinement, un léger mieux est relevé au niveau des échanges commerciaux.

La baisse des exportations était de 20.6% durant les six premiers mois ; elle se situe à -7.5% durant le troisième trimestre 2020. Une légère augmentation nominale de 0.6% (correspondant à une baisse limitée à 2% en dinar constant par rapport à l'euro) est même relevée durant le mois de septembre 2020 par rapport à septembre 2019, révélant l'amélioration progressive de l'activité exportatrice.

La baisse des importations est dans l'ensemble plus accentuée que celle des exportations, reflétant la baisse de la demande sous l'effet de la contraction du PIB et de l'investissement. Elle était de -24% durant le premier semestre 2020 ; elle s'est ramenée à -14% durant le troisième trimestre 2020, (contre - 7.5% pour les exportations).

Il en résulte une amélioration significative, de 4 points de pourcentage du taux de couverture des importations par les exportations et une réduction tangible du déficit commercial de plus de 4.5 milliards de dinars, au prix, il est vrai, d'une importante récession et d'une forte poussée du chômage

Déficit commercial en MDT	2018	2019	2020
6 premiers mois	8 172	9 781	6 603
3 <sup>e</sup> trimestre	6018	5067	3 534
9 premiers mois en MDT	14 190	14 848	10 137
9 premiers mois en M €	4 650	4 530	3 180

Une analyse poussée des échanges commerciaux, selon les produits, les régimes douaniers et les pays révèle quatre enseignements majeurs récapitulés comme suit.

**(1)-** La récolte record d'olives à huile de la dernière saison permet de tripler le volume des expéditions à l'extérieur de l'huile d'olives avec 314 mille tonnes durant les 9 mois de 2020, et d'accroître, malgré le repli des prix de vente, de 16% les exportations des produits agro-alimentaires. Le déficit de la balance commerciale de cette catégorie de produits s'en trouve, par voie de conséquence sensiblement réduite se ramenant de 1 100 MDT environ à fin septembre 2019 à moins de 550 MDT fin septembre 2020.

**(2)-** Le déficit de balance énergétique enregistre un important recul sous l'effet conjugué de la chute des cours des hydrocarbures sur le marché extérieur et de la baisse de la consommation de l'énergie primaire durant les 9 derniers mois et ce malgré les importations exceptionnelles de reconstitution des stocks durant le deuxième trimestre de l'année 2020, dictées par le souci d'exploiter au mieux les opportunités d'achat à des prix très favorables.

9 premiers mois	2018	2019	2020
Prix du baril en dollars	72.2	64.7	36.9
Déficit énergétique / déficit global	33.0%	38.0%	35.8%

Le déficit aurait pu être beaucoup plus faible si les programmes de production de gaz et de pétrole n'avaient pas été considérablement perturbés par les tensions sociales et les arrêts d'exploitation des gisements qui en découlent.

**(3)-** Le commerce extérieur dans le cadre du régime douanier off shore enregistre un mieux durant le troisième trimestre 2020 en relation avec la reprise des exportations des industries du textile et de l'habillement et des industries mécaniques et électriques.

Evolution par rapport à 2019	1 <sup>er</sup> trimestre 2020	2 <sup>e</sup> trimestre 2020	3 <sup>e</sup> trimestre 2020
Textiles et habillements	-18.9%	-37.3%	-7.0%
Mécaniques électriques	-12.9	-43.5%	+0.5%

De la sorte, **le recul de l'excédent commercial** de l'off shore sur douze mois relevé dans le dernier bulletin de conjoncture s'atténue se ramenant de 1.8 milliard de dinars à fin juin 2020 à 1.2 milliard à fin septembre 2020 grâce à la forte amélioration du taux de couverture des importations par les exportations durant le troisième trimestre.

Evolution par rapport à 2019	1 <sup>er</sup> semestre 2020	3 <sup>e</sup> trimestre 2020	9 mois 2020
Excédent du régime off shore	-1 766 MDT	+596 MDT	-1 170 MDT
Taux couverture import/export	154.8%	176.9%	162.3%

**(4)-** Le commerce extérieur par pays révèle une tendance haussière de l'excédent avec l'Union européenne ; celui-ci est porté de 500 MDT durant le premier trimestre à 1200 MDT durant les six premiers mois 2020 à 1 860 MDT pour les neuf mois grâce notamment aux importants excédents engrangés par les échanges commerciaux avec la France (+2.6 MDT) et dans une moindre mesure avec l'Allemagne (+0.7MDT). C'est un résultat remarquable confirmant l'impact positif de l'accord d'association sur les échanges commerciaux.

En revanche, le déficit relevé au niveau de la Turquie et de la Chine s'inscrit dans une tendance haussière préoccupante ; leur part dans le déficit global de la Tunisie augmente d'année en année et dépasse désormais les 50% du déficit commercial global malgré les mesures de sauvegarde prise par la Tunisie durant l'année dernière.

Part dans le déficit commercial global	9 mois 2018	9 mois 2019	9 mois 2020
Chine	27.9%	29.9%	39.9%
Turquie	11.3%	12.2%	15.3%
total	39.2%	42.1%	55.2%

C'est dire, encore une fois, l'urgence d'une analyse approfondie des importations sur le plan du respect des normes techniques et des pratiques internationales d'antidumping pour rationaliser les importations en provenance de ces pays source aujourd'hui de la suppression de milliers d'emplois en Tunisie dans les industries manufacturières et pour mettre en place des relations de partenariat mutuellement profitable sous-tendant l'amélioration du taux de couverture des importations par les exportations aujourd'hui dérisoire, de l'ordre de 2% avec la Chine et de 20% avec la Turquie.

#### **6. Le déficit de la balance courante des paiements extérieurs se réduit sous l'effet du ralentissement de l'activité économique**

La contraction du commerce extérieur continue à impacter positivement la balance courante des paiements. Celle-ci enregistre, sur la base des données relatives aux huit premiers mois de 2020, publiées par la BCT, une baisse du déficit courant de 1.1 milliard de dinars ou de 16% contre une baisse de 1.8 milliard de dinars pour le premier semestre.

Soldes en MDT	Biens (FOB-FOB)	Services	Transferts revenus	Operations courantes
8 mois 2019	-10 533	+2 097	+ 1 680	-6 760
8 mois 2020	-7.380	+ 266	+ 1 470	-5 642

Trois observations méritent, à cet égard, d'être formulées. Elles concernent le tourisme, les transferts de revenus du travail et les transferts de revenus du capital.

**(1)- Le tourisme** constitue l'activité la plus touchée par la crise sanitaire. Les recettes après leur effondrement durant le second trimestre 2020, n'enregistrent pas la reprise attendue de la levée des mesures de confinement en juin dernier.

Recettes en MDT	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	9 premiers mois
2019	887.6	1 259.8	2 315.2	4 362.6
2020	930.7	154.7	669.9	1 755.3
Evolution	+4.9%	-86.7%	-81.1%	- 59.8%

**(2)-** Les entrées de capitaux sous forme de **revenus de travail**, quoique affectés par la situation sanitaire dans les pays d'accueil des tunisiens à l'étranger, font preuve de résilience. Les réalisations à fin septembre 2020 révèlent une augmentation des transferts de 9%, ce qui est positif laissant entrevoir la préservation de la dynamique de cette catégorie de transfert contrairement aux appréhensions formulées dans le dernier bulletin de conjoncture.

Transferts en MDT	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	9 mois
2019	1 053.2	1 122.9	1 628.8	3 804.9
2020	1 114.1	945.8	2 091.2	4 151.1
Evolution	+5.8%	-15.8%	+28.3%	+9.1%

**(3) –** les sorties de capitaux au titre **des revenus du capital** se rapportent aussi bien aux paiements des intérêts de la dette à moyen et long terme qu'aux transferts des dividendes des investisseurs directs étrangers dans l'industrie et les services ainsi que des actionnaires étrangers dans le secteur productif tunisien.

Les dernières données publiées par la BCT révèlent, comme le montre le tableau suivant, une augmentation de l'ordre de 4.8% en glissement annuel en aout 2020 sous-tendant une baisse au niveau du paiement des intérêts et une augmentation au niveau des transferts de dividendes, se rapportant principalement aux bénéfices réalisées par les investisseurs étrangers durant l'année précédente.

8 mois en MDT	Intérêts de la dette	Dividendes	Total
2019	1 432.1	1 495.4	2 927.5
2020	1 351.3	1 717.6	3 068.9

Près de la moitié des transferts de dividendes concernent le secteur des hydrocarbures de sorte que les sorties de dividende au titre des autres secteurs se situent à près de 900 MDT durant les huit premiers mois de 2020 sachant que le stock des IDE hors énergie et hors secteur financier totalise 28.2 milliards de dinars à fin 2019.

Sur la base de ces appréciations, une détente de la balance des paiements plus importante que prévue serait attendue pour l'année 2020. Le déficit courant serait a priori aux alentours de 8% du PIB contre une prévision dans le cadre du Budget économique de 9%, au prix, faut-il le rappeler,

d'une importante contraction du PIB, d'une forte poussée de chômage et d'une baisse de l'investissement hypothéquant l'évolution future du potentiel de production et d'emploi.

### 7. La situation du budget de l'Etat continue à subir d'importantes pressions sous l'effet de l'impact de la crise sanitaire sur les recettes propres de l'Etat et sur ses dépenses

La contraction du PIB et des importations impactent négativement les recettes propres de l'Etat. Celles-ci accusent une baisse sur douze mois de près de 11% à fin juillet 2020 contre une prévision initiale de +11% pour l'ensemble de l'année.

Recettes propres MDT	Impôts directs	Impôts indirects	Recettes non fiscales	Total
2019 en MDT	7 518	9 125	1 950	18 593
2020	6 815	7 980	1 707	16 502
Evolution	-9.4%	-12.5%	-12.5%	-11.2%

Les baisses les plus importantes se localisent au niveau des recettes de la TVA (-15.5%) ainsi que celles au titre des impôts directs sur les entreprises (-24%) corroborant l'importance de la récession que connaît le pays.

De la sorte et malgré un effort de compression des dépenses, obtenue à travers la baisse des ordonnancements au titre des dépenses d'investissement de l'Etat (- 14% pour les 7 premiers mois) le déficit budgétaire enregistre un quasi-doublement passant de 2.7 milliards de dinars à fin juillet 2019 à 5.1 milliards de dinars fin juillet 2020.

Le projet de loi des finances rectificative transmis au parlement réévalue de près de 8 milliards de dinars le recours aux emprunts par le budget de l'Etat compte tenu d'une révision à la baisse des recettes fiscales de 6 milliards de dinars et d'une révision à la hausse de plus 2 milliards de dinars des dépenses ; ce qui porterait le déficit budgétaire à 13.4% du PIB et l'encours de la dette publique à plus de 90 % du PIB.

En fait, la majorité des pays de la communauté internationale ont été amenés, pour faire face aux retombées du Covid-19 sur leur population et leur économie, à réviser fortement les besoins de financement de leur budget. Selon les dernières prévisions du FMI (juin 2020), le déficit budgétaire par rapport au PIB des pays avancés passerait de 3.3% en 2019 à 16.6% en 2020 alors que celui des pays émergents passe de 4.9% à 10.6%. Mais à la différence de la Tunisie acculée à augmenter surtout les dépenses de fonctionnement pour réduire les pressions sociales, la plupart des pays ont surtout mis le paquet pour soutenir les entreprises affectées par la crise sanitaire et préparer leur économie à l'après Covid19.

### 8. Le système monétaire et financier demeure fortement sollicité compte tenu des problèmes de liquidités des entreprises

Les indicateurs monétaires au terme des neuf premiers mois de 2020 révèlent que la situation monétaire demeure, dans l'ensemble, sous contrôle malgré les nombreuses pressions exercées sous

l'effet notamment de la baisse du chiffre d'affaires des entreprises en relation avec la situation économique difficile que vit le pays.

Plus précisément, Il est relevé un maintien de la tendance haussière de l'encours des billets et monnaies en circulation en dépit des nombreuses mesures mises en œuvre en faveur du décashing et un maintien du refinancement de la BCT, malgré sa tendance baissière à un niveau élevé concomitamment à une augmentation de l'encours des bons de trésor assimilables ainsi que le maintien des réserves de change à un niveau relativement confortable représentant 142 jours d'importation.

Encours (MDT)	Liquidités	Refinancement	Bons du trésor	Devises	Change €/DT
30/9/2018	12 411	15 500	13 089	11 759	3.262
30/9/2019	13 746	12 109	13 144	17 902	3.132
30/9/2020	15 678	10 338	14 245	21 069	3 249

La mise en œuvre des mesures annoncées par les autorités monétaires et financières en mars dernier, tant en matière d'injection de nouvelles liquidités, de report des échéances que de baisse du taux du marché monétaire (100 points de base), devrait a priori contribuer à réduire les pressions subies par les entreprises affectées par le ralentissement de l'activité économique, encore faudra-t-il s'assurer de leur mise en œuvre avec la célérité requise tout en veillant à les renforcer, notamment pour les secteurs dont la relance de l'activité paraît, à la lumière de la résurgence de l'épidémie dans le cadre de la deuxième vague du Covid-19, totalement compromise pour le reste de l'année, à l'instar du tourisme et de l'artisanat.

Certes, les dernières décisions annoncées d'une nouvelle baisse de 50 points de base par la BCT et du paiement des arriérés de l'Etat dans la loi des finances corrective sont dans la bonne direction. Mais, est-ce suffisant compte tenu de la forte contraction de l'activité économique ?

## Conclusion

Incontestablement la situation économique et financière enregistre un léger mieux durant le troisième trimestre 2020 à travers notamment une reprise progressive des exportations et une décélération de l'inflation et un ralentissement de la baisse des importations d'intrants et de biens d'équipement.

Ce léger mieux ne modifie pas, cependant, la situation de profonde crise qui secoue la société et l'économie, alimentée notamment par la poussée du chômage, la tendance haussière de l'exode à l'étranger (légal et/ou illégal) des jeunes, de la multiplication des foyers de tensions et de revendications, tout cela sous une toile de fond de tiraillement politique et de montée de la violence verbale et physique.

La crise économique qui ébranle les fondements de la société et de l'économie tunisienne est, certes, en partie d'origine exogène, provoquée par l'ampleur de la crise sanitaire que vit la Tunisie à l'instar de tous les pays de la communauté internationale. Mais elle est, également et surtout, d'origine endogène :

- Alimentée par les nombreux blocages et distorsions à caractère structurel qui freinent l'exploitation des opportunités et entravent l'allocation rationnelle des ressources.
- Amplifiée par les tiraillements politiques et le climat de suspicion et d'inquisition qui altèrent le capital de confiance et nourrissent l'attentisme et l'inertie.
- Entretien par la montée du corporatisme, du conservatisme et du retour en force de l'Etat providence, en l'absence de vision fédératrice de la Tunisie de demain.

C'est pourquoi, il est important que le pays parvienne rapidement, de concert avec les organisations nationales, à élaborer et à mettre en œuvre, suivant des étapes étudiées et des mécanismes de suivi appropriés, un programme d'actions d'envergure pour rétablir les fondamentaux mais aussi et surtout pour clarifier les grands choix de la prochaine décennie sur un certain nombre de questions se rapportant au positionnement futur de l'économie tunisienne dans l'espace euro-méditerranéen et dans l'économie mondiale et de ses implications sur les politiques notamment d'éducation, d'aménagement du territoire, d'industrialisation, de couverture sociale et de coopération internationale.

Une vision ambitieuse, faisant de la Tunisie une plateforme régionale de production dans les secteurs où la Tunisie dispose ou est en mesure de disposer d'avantages comparatifs significatifs, dans l'agriculture, l'industrie et les services, pourrait être un facteur de remobilisation et de réorientation vers le futur qui relativiserait considérablement les graves problèmes dans lesquels se trouvent aujourd'hui enlisées la société et l'économie tunisienne et ouvriraient de meilleures perspectives au passage à de nouveaux paliers de développement, à la hauteur du potentiel humain dont dispose le pays.

**Forum Ibn Khaldoun le 19 octobre 2020**

**Mos clés : bulletin de conjoncture T3 Tunisie ; Conjoncture économique Tunisie septembre 2020**